

Contexte et enjeux de l'approche par compétences : Evolutions réglementaires et conséquences pour l'enseignement supérieur

Christine BRUNIAUX
DGESIP

Loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel du 5 septembre 2018 :

- Exposé des motifs : la compétence, condition de la compétitivité hors prix française, fondée sur une économie de la connaissance ; le langage commun entre monde éducatif et monde économique
- Art. 31 : mise en cohérence nationale de la politique de certification professionnelle, quel que soit le certificateur (ministère, branche professionnelle, organisme privé...)
- Le compte personnel de formation = moyen d'évoluer professionnellement tout au long de la vie
- Création de France compétences, autorité nationale de financement et de régulation de la formation professionnelle et de l'apprentissage

Qu'est ce que la politique nationale de certification professionnelle ?

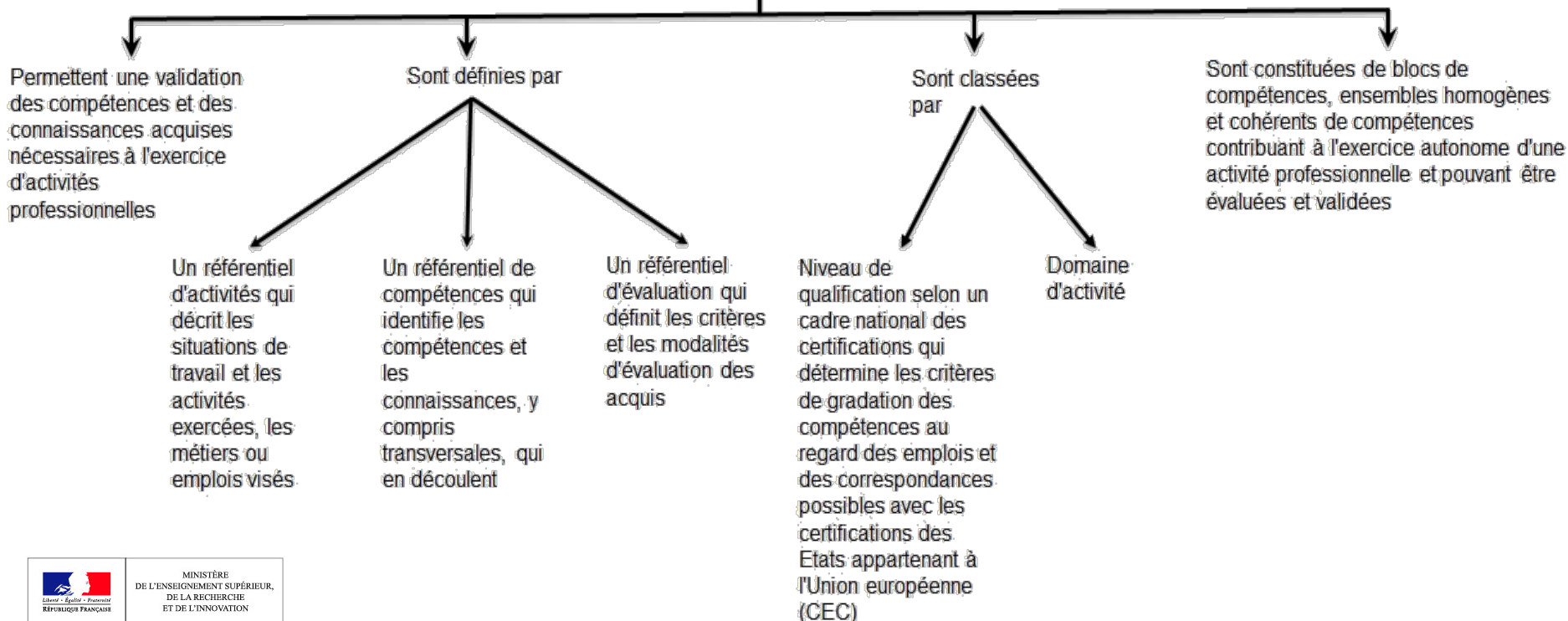
Une certification professionnelle : un « signal » sur le marché du travail qui indique à un employeur les compétences et connaissances possédées par son titulaire et les activités professionnelles qu'il est capable de réaliser = un signal d'employabilité, quel que soit son émetteur → diplôme, titre, certificat de qualification professionnelle...

Une instance de régulation : la commission de la certification professionnelle de France compétences (ex-CNCP) composée de l'ensemble des parties prenantes (ministères certificateurs, partenaires sociaux) qui tient, **avec les mêmes critères pour tous** :

- *Le **répertoire national des certifications professionnelles** (RNCP) : certifications centrées sur un métier ou un groupe de métiers, avec un niveau*
- *Le **répertoire spécifique** (ex-inventaire) : certifications et habilitations complémentaires, sans*

niveau ne permettant pas l'exercice d'un métier

Les certifications professionnelles



L'inscription d'une certification (d'un diplôme) au RNCP ou au répertoire spécifique garantit à son titulaire et à tous ses employeurs potentiels sa qualité :

- Pour les certifications délivrées au nom de l'Etat, enregistrement « de droit » mais après un examen de leur qualité par l'Etat **et** les partenaires sociaux dans des instances mixtes (CPC, CTI, CEFDG, CPN-IUT, CS LMD)
- Pour les autres certifications, enregistrement « sur demande » après examen par la commission de la certification professionnelle à partir de critères déterminés par décret (18 décembre 2018) et de la description des niveaux du cadre national des certifications en 8 niveaux (décret et arrêté du 9 janvier 2019)

→ Obligatoire pour tous les financements publics ou mutualisés de la formation continue et de l'apprentissage, notamment le CPF

Quels critères pour l'inscription d'une certification professionnelle au RNCP ?

- Répond à des besoins en compétences, donc permet l'insertion professionnelle sur un emploi correspondant au(x) métier(s) préparé(s), avec un niveau de salaire adéquat
- La qualité des 3 référentiels qui la définissent : d'activités professionnelles, de compétences et d'évaluation
- La possibilité d'accéder à la certification par la voie de la validation des acquis de l'expérience (d'où l'importance du référentiel de compétences)
- La cohérence des blocs de compétences
- La cohérence des correspondances totales ou partielles avec des certifications équivalentes et de même niveau et leurs blocs de compétences
- ...

Les blocs de compétences : des points de repère définis par la loi avenir professionnel, pour la formation tout au long de la vie

« Ensembles homogènes et cohérents de compétences contribuant à l'exercice autonome d'une activité professionnelle et pouvant être évaluées et validées »

= « morceaux de certification » pouvant être acquis de façon discontinue, sur la longue durée, par la VAE ou grâce à la formation, via la mobilisation du CPF par exemple

Un bloc atteste qu'un diplômé peut mener à bien telle ou telle **activité socialement significative, à des fins professionnelles ou non**

→ Donne lieu à une attestation dont la validité est pérenne

→ Au niveau final du diplôme (*pas de blocs de niveau intermédiaire de type bloc de 1^{ère} année de licence*)

→ Ne pas confondre avec UE, ECTS, semestre, année... qui relèvent de l'ingénierie de formation (*l'organisation des moyens pour construire les compétences*) et non de la certification (*les résultats d'apprentissage ou connaissances et compétences*)

L'exemple des diplômes L, LP et M de l'enseignement supérieur

- 45 mentions de licence, 173 de licence professionnelle, 252 de master
- Des blocs transversaux, identiques pour un même niveau (5 pour L, 4 pour M), calés sur les descripteurs du cadre national des certifications en 8 niveaux
- Exemple des 4 blocs transversaux de master :
 - *Bloc 1 Usages avancés et spécialisés des outils numériques*
 - *Bloc 2 Développer des savoirs hautement spécialisés et les intégrer*
 - *Bloc 3 Communication spécialisée pour le transfert de connaissances*
 - *Bloc 4 Appui à la transformation en contexte professionnel*

Si besoin

Christine.bruniaux@enseignementsup.gouv.fr

Jean-louis.gouju@enseignementsup.gouv.fr

Une adresse unique:

accompagnement-loi-avenir-professionnel@enseignementsup.gouv.fr

Merci de votre attention